

*det. mil.*

*Légation de Suisse*

Paris, le 2 juillet 1945.

*en*  
*France*  
I.B.5/45.

*H. 21. 31. Paris note*

23 JUL 1945

*En visente rai  
M. Sp.*  
*9.7.*  
*à retourner V*  
*M. Sp.*  
*retour le 12.7.45.*  
*300*

Monsieur le Conseiller Fédéral,

J'ai l'honneur de vous informer que le Général K o n i g , Commandant de Paris, auquel, comme on me l'a dit, va être confié prochainement un commandement important en Allemagne, avait exprimé le désir de me voir d'une façon inofficielle pour s'entretenir avec moi de différentes questions. Je me suis rendu auprès de lui vendredi 29 juin. Son accueil a été presque amical. Il m'a dit le plaisir qu'avait le Général, Chef du Gouvernement Provisoire, de me savoir maintenant installé à Paris. Il m'a parlé des services rendus par la Suisse et les institutions humanitaires travaillant en Suisse pour les prisonniers : "Seuls ceux qui connaissent le détail savent avec quel ordre, quelle précision tout cela a fonctionné. C'est incomparable".

Le Général changeant de sujet, me dit : "Je ne sais s'il est correct de profiter d'un entretien amical et privé pour soulever une question à laquelle il vous est peut-être malaisé de répondre en votre qualité officielle. J'ai eu sous mon commandement un assez grand nombre de Suisses qui, du fait qu'ils se sont battus pour la France, se trouvent actuellement dans une situation difficile à l'égard de leur propre pays. J'aimerais parler en leur faveur. D'abord, ils représentent une très vieille tradition de votre pays, puis ils se sont battus admirablement, chacun individuellement, faisant le plus grand honneur à la Suisse et à son esprit militaire. Maintenant, il y en a qui sont pris par le fameux "Heimweh".

*tan*  
*(X)*  
*R. 37. 21. F. 1.*

Monsieur Max P e t i t p i e r r e ,  
Conseiller Fédéral,  
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .



- 2 -

Ils aimeraient rentrer chez eux et ils ne le peuvent pas. Plaidez leur cause, Monsieur. Ils ont inscrit leurs noms sur une page glorieuse de notre histoire. Je sais, personne ne sait mieux que moi, que les règles militaires sont strictes. Il faut qu'elles le soient. Mais si, dans ce cas, votre Gouvernement pouvait faire preuve de générosité, nous considérons cela comme un geste amical. Je le répète, ils se sont battus pour la France et peut-être indirectement pour vous aussi".

Le Général me fera remettre une liste avec les noms de nos compatriotes ayant servi dans la Légion étrangère et dans d'autres unités.

Puis nous passâmes à la question de Syrie. Je me suis rendu compte qu'admettant que mes rapports personnels avec l'Ambassadeur d'Angleterre me permettraient peut-être de placer à l'occasion une petite indiscretion ad usum delphini, il me parlait avec une certaine arrière-pensée. Je crois <sup>d'ailleurs</sup> qu'il ne serait pas indiqué actuellement que j'aborde ce sujet avec mon collègue britannique, mais il m'a paru intéressant de laisser le Général exprimer ses idées aussi complètement qu'il l'a fait.

Le Général König me dit en substance ce qui suit : "On a tendance à dire que cette affaire de Syrie ne vise pas la France mais plutôt une autre grande puissance qui commence à souligner les intérêts qu'elle a et qu'elle aura dans le Proche Orient. Quelques uns disent que la possibilité d'un développement intérieur en France vers la gauche ou vers l'extrême gauche pourrait avoir comme conséquence une politique démagogique qui abandonnerait une position à trop bon compte, position qui dès lors serait prise rapidement par la grande puissance de l'est. Je ne crois pas qu'il faille chercher si loin. Cette affaire de Syrie est une très vieille histoire entre l'Angleterre et nous. C'est moins une question qui se pose de Gouvernement à Gouvernement qu'une de ces affaires créées par l'activité des différents "intelligence service". Il y a

- 3 -

là la tradition du fameux Lawrence; seulement, ses successeurs sont plus petits que lui et ne comprennent pas les intérêts supérieurs qui sont en jeu, auxquels il faudrait tout subordonner. Il y a beaucoup d'ambition personnelle qui agit. Il y a dans l'attitude anglaise un élément presque automatique créé par la présence d'un si grand nombre d'agents anglais dans ces contrées. Naturellement, l'agitation du monde arabe tout entier est nourrie par tous ceux qui, en dehors des deux puissances se trouvant face à face, ont un intérêt à créer des difficultés toujours renaissantes. Nous sommes évincés maintenant. Cela a affaibli la position de l'Europe occidentale. C'est regrettable. On aurait dû montrer entre Londres et Paris une très grande solidarité. Nous avons fait des fautes et ils en ont fait. Certaines malchances, des petits incidents inutiles comme celui de l'ambulance Spears sont venus se glisser la-dedans mais tout ceci doit être oublié, effacé car notre collaboration étroite avec les britanniques est une nécessité et cette nécessité devrait dominer tous les autres points de vue. La situation dans laquelle se trouve notre civilisation n'a jamais été aussi dangereuse. Ça n'est plus le moment de se payer le luxe de petites querelles. La France est faible. Elle a été vidée par l'Allemagne, la guerre, la défaite. Elle est très partagée intérieurement. S'il règne une espèce de torpeur encore, et des mots d'ordre, du sabotage, de la mauvaise volonté, il y a aussi, je puis vous l'affirmer, une admirable volonté de reconstruction. Ce qui nous manque, ce sont les matières premières, ce sont des matériaux tout court et nos alliés ne paraissent pas tenir suffisamment compte de ce fait. Il faudrait qu'ils agissent vite. C'est précisément pour cette raison que nous avons besoin de la collaboration d'un pays comme le vôtre. L'affaire du Maréchal a représenté pour le Gouvernement une difficulté beaucoup plus grande que l'on ne pouvait peut-être l'imaginer chez vous. Moi aussi, j'ai pitié de ce pauvre vieillard. Un homme qui pendant 25 ans a été adulé, symbole intangible

- 4 -

- l'homme de Verdun - qui est devenu un vieillard de 85 et maintenant 90 peut bien commettre des erreurs. Mais là n'est pas la question. Il est regrettable qu'il n'ait pas pu trouver en Allemagne une mort de soldat. Ça nous aurait épargné une des situations les plus délicates, les plus difficiles à résoudre que nous puissions imaginer".

Continuant à parler de façon générale du problème du Maréchal, de sa mission en Espagne, de certains traits de son caractère, le Général König dit que la nouvelle de son arrivée en France a été comme un coup de canon. J'ai alors simplement ajouté : "Je crois qu'en ce qui concerne mon Gouvernement, il ne lui aurait pas été possible d'agir autrement qu'il ne l'a fait en l'occurrence". Et il répondit : "Je pense que vous avez raison. Il aurait été difficile d'agir autrement. Ceci ne change d'ailleurs rien à ce que je viens de dire ; le cas est très grave, très difficile pour nous". Il n'y eut donc aucune de ces remarques <sup>peintes</sup> que l'on peut entendre assez souvent ici.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

